

MANIF - GAP

10 septembre 2025

départ 16h, de la préfecture
Assemblée Générale à 18h,
à la pyramide.

POUS D'ÉLÉCATIONIENS
sur nos vies!

éducation
Sud
Union syndicale
Solidaires

Solidaires
Sud
Collectivités Territoriales

Solidaires
Sud Rail



Le gouvernement Bayrou a dévoilé son projet de budget 2026. Sous prétexte de « faire des économies » pour « maîtriser les dépenses publiques », il propose un plan d'austérité qui n'a qu'une seule ligne directrice : faire payer la crise aux travailleurs et travailleuses, aux retraité-es, aux jeunes, aux plus précaires, aux privé-es d'emploi, aux étudiant-es... C'est non !

TOUJOURS MOINS POUR NOUS

Coupes dans les budgets des hôpitaux, des écoles, de la justice, des transports : c'est la casse du service public qui s'intensifie. Les suppressions de postes s'enchaînent. Les salaires stagnent. Les retraites sont rabotées. Les allocations notamment celle du chômage sont attaquées.

TOUJOURS PLUS POUR LES PATRONS

Pendant qu'on nous demande de « faire des efforts », le patronat continue de se gaver. Au moins 211 milliards d'euros d'aides publiques sont distribués chaque année aux entreprises, sans conditions, sans contrôle, sans contreparties. Ces aides finissent trop souvent... en dividendes. En 2024, ce sont 97 milliards d'euros qui ont été reversés aux actionnaires du CAC 40 tandis que ces grandes entreprises réalisent des profits records (131 milliards d'euros en 2024). De l'argent, il y en a !

RÉTABLIR LA VÉRITÉ SUR LA DETTE

Lors de sa présentation du budget envisagé pour 2026, François Bayrou n'a eu de cesse d'invoquer la dette publique pour justifier les attaques contre notre modèle social. La dette publique et la dette des ménages sont deux choses distinctes et absolument pas comparables : un ménage ne peut pas émettre des titres pour se financer, il ne peut pas emprunter pour rembourser son emprunt, le coût des intérêts lui est bien moins favorable etc.

Cette comparaison n'est évidemment pas anodine, c'est un choix idéologique. Cela permet de présenter l'État comme étant inconsidérément dépensier pour discréditer son action pour l'intérêt général et justifier ainsi la réduction des dépenses publiques.

Des mensonges pour casser notre modèle social : Les dépenses publiques ne sont pas responsables de l'augmentation de la dette !

Selon le gouvernement, nous serions « accros » aux dépenses publiques et c'est pour cela que la dette ne cesserait d'augmenter. Or, quoiqu'en dise le gouvernement, celles-ci restent stables depuis 2017.

Si ces dernières années, la dette publique a augmenté c'est parce que le déficit a été creusé par la baisse des recettes. Cette baisse de recettes provient essentiellement des politiques fiscales mises en place depuis l'arrivée au pouvoir d'Emmanuel Macron, qui n'ont eu de cesse de favoriser les plus fortunés et les grandes entreprises en baisse d'impôts, exonérations et cadeaux fiscaux.

Des mensonges pour nous faire payer ! Ne nous laissons pas avoir !

Toutes les contre-vérités avancées par François Bayrou ne servent qu'à une chose, nous faire peur et nous faire accepter que c'est aux salarié-es, fonctionnaires, malades et retraité-es de payer l'addition.